

Le COVID-19 et la fin de l'innocence technologique

Thomas Gomart

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2020/2 Été**, PAGES 25 À 38

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037301055

DOI 10.3917/pe.202.0025

Date de mise en ligne : 04/06/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-2-page-25?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le COVID-19 et la fin de l'innocence technologique

Par **Thomas Gomart**

Thomas Gomart est directeur de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Le COVID-19 agit comme un catalyseur dans les relations internationales. Il accélère et amplifie des tendances qu'on voyait poindre avant la crise, comme le rôle central et croissant du cyberspace, la consécration d'un capitalisme de surveillance ou l'aiguïssement de la rivalité sino-américaine. L'Europe est en train de devenir un champ d'affrontement majeur entre Washington et Pékin. Le maintien d'une souveraineté européenne passera par des investissements importants, notamment dans la 5G.

politique étrangère

« Toute force s'épuise ; la faculté de conduire l'histoire n'est pas une propriété perpétuelle. L'Europe, qui l'a héritée de l'Asie, il y a trois mille ans, ne la gardera peut-être pas toujours¹. » Cette prophétie d'Ernest Lavisse (1842-1922) trouve un écho neuf dans la crise aiguë de 2020. L'enjeu principal étant autant dans le passage de relais entre l'Europe et l'Asie que dans « la faculté de conduire l'histoire » ou, plus prosaïquement, « la force de gouverner »². Cette dernière est testée par le COVID-19, crise sanitaire dans ses causes et technologique dans ses effets. La pandémie a provoqué un court-circuit durable de la mondialisation, avec un confinement, décidé par les autorités publiques sous pression du corps médical, de plus de quatre milliards d'individus qui n'ont jamais été aussi connectés.

Deux caractéristiques singularisent cette crise techno-sanitaire. Le premier est le décalage entre le nombre de victimes – en comparaison d'épisodes démographiques antérieurs – et l'amplitude des mesures prises. Le second est le décalage entre la matérialité des moyens nécessaires (lits

1. E. Lavisse, *Vue générale de l'histoire politique de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 1890.

2. N. Rousselier, *La Force de gouverner. Le pouvoir exécutif en France XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, Gallimard, 2015.

d'hôpitaux, masques, tests...) pour la juguler sur le plan sanitaire et l'immatérialité des moyens mobilisés (communications, réseaux médiatiques, solutions numériques...) pour la traverser sur le plan politique. Cette crise s'inscrit dans des cycles, déjà ouverts, de coopération, de compétition et de confrontation cognitive, c'est-à-dire de mobilisation, d'orientation et de contrôle des cerveaux, avec pour finalité ultime l'imposition de modèles de gouvernement et de comportement.

Dès lors, la question est de savoir si la technologie épuise, ou au contraire ravive, « la force de gouverner », qui implique une maîtrise dont peu d'acteurs sont capables. Les réponses à cette question se formulent très différemment selon les régions, États ou organisations, laissant entrevoir les turbulences à venir. Cette crise « qui embrasse toute la terre » trace de nouvelles « lignes globales », au sens où l'entendait Carl Schmitt (1888-1985)³. De ces lignes dépend le glissement d'un ordre spatio-temporel à un autre, glissement accéléré par les plates-formes numériques.

En drainant des flux exponentiels de données, elles contribuent aux redistributions de puissance à l'œuvre. En 1996, John Perry Barlow (1947-2018) publiait une *Déclaration d'indépendance du cyberspace* : « Nous devons déclarer nos personnalités virtuelles exemptes de votre souveraineté, même lorsque nous continuons à accepter votre loi pour ce qui est de notre corps », écrivait-il s'adressant aux États. Le COVID-19 met fin à cette innocence technologique, et révèle à quel point le cyberspace est devenu le terrain privilégié d'un capitalisme de surveillance et d'affrontement des puissances. Et à quel point ces deux phénomènes s'interpénètrent sur au moins trois niveaux.

Le niveau géopolitique

La géopolitique nourrit une « métagéographie », comprise comme la désignation des grands découpages à l'échelle du globe. À travers elle, se dessinent les équilibres stratégiques, la division internationale du travail et les chaînes de valeur. Dans un contexte de transition de puissance, l'élaboration et l'imposition des cartes mentales sont les objectifs prioritaires de la compétition cognitive.

Vers une géopolitique de l'épidémie

Depuis quarante ans, l'Asie est présentée comme la principale région d'une émergence économique souvent expliquée par des facteurs culturels. En jouant sur les équilibres entre Asie et Occident, le COVID-19

3. C. Schmitt, *Le Nomos de la Terre*, Paris, PUF, 2012, p. 89-92.

accélère le passage, dans les esprits, d'une vive compétition à un possible affrontement dépassant les enjeux économiques. L'essentialisation culturelle de long terme, et la focalisation économique de court terme, ont éludé la réflexion sur les différences de modèles politiques « qui rejouent dans le présent et rejoueront dans le futur immédiat, en articulant géopolitique et géoéconomie contemporaines et dynamiques lentes des civilisations »⁴. La pandémie oblige à réfléchir aux conditions de distinction, ou d'inclusion, entre Occident et Orient.

Dans son *Bilan de l'histoire*, René Grousset (1885-1952) constatait que l'Europe, à trois reprises – Alexandre le Grand, Marco Polo, et à partir du XVI^e siècle – avait découvert l'Asie orientale. À chaque fois, ce fut une surprise. Les « classicismes méditerranéens » eurent l'impression de retrouver des classicismes analogues, « quoique formés d'éléments à première vue incompréhensibles »⁵. À la suite de Matteo Ricci (1552-1610), les Jésuites jouèrent un rôle clé dans la médiation entre Occident et Orient, qui aboutit notamment à une unification des conceptions respectives de l'espace et du temps, grâce à la coopération cartographique et l'harmonisation des chronologies historiques⁶.

Au XX^e siècle, la « découverte » de la Chine par les États-Unis ouvre une nouvelle ère du capitalisme global. Dès 1946, René Grousset envisageait les conséquences de l'absorption par la Chine des surproductions américaines, et le moment où le continent chinois serait la Nouvelle Amérique : « Ce jour-là, l'actuel débouché asiatique de l'usine américaine se fermera à celle-ci, pis encore, se transformera contre elle, sur tous les marchés, en un redoutable concurrent⁷. » Nous y sommes, avec une forte impression d'un rendez-vous manqué entre l'Orient et l'Occident, et plus précisément entre la Chine et les États-Unis : jamais depuis quarante ans le niveau de défiance entre eux n'a été aussi élevé.

Vers une nouvelle grammaire des civilisations

Sur le plan historiographique, l'importance prise par la *world history* a eu pour conséquence de désoccidentaliser l'écriture de l'histoire. À titre d'exemple, Pankaj Mishra estime que, pour l'Europe et les États-Unis, l'histoire du XX^e siècle se définirait encore largement par les deux guerres

4. C. Gataloup, *Vision(s) du monde. Histoire critique des représentations de l'Humanité*, Paris, Armand Colin, 2018, p. 130-131.

5. R. Grousset, *Bilan de l'histoire*, Paris, Desclée de Brouwer, 2016, p. 139.

6. C. Meyer, *L'Occident face à la renaissance de la Chine*, Paris, Odile Jacob, 2018, p. 221.

7. R. Grousset, *Bilan de l'histoire*, op. cit., p. 326.

mondiales, alors que pour la majorité de la population, elle se lirait surtout à travers l'éveil politique de l'Asie⁸. Cette geste historiographique se retrouve dans un discours géopolitique promouvant les « valeurs asiatiques » *via* Singapour. Kishore Mahbubani en est devenu un porte-parole

La Chine se prépare résolument à prendre le leadership mondial

emblématique : victime de son *hubris*, l'Occident ne peut que décliner au profit de la Chine et de l'Inde⁹. Parag Khanna considère, quant à lui, le retour de l'Asie « dans le cockpit de l'histoire comme une destinée naturelle »¹⁰. Désormais, l'enjeu pour l'Asie n'est pas de remplacer l'Occident, mais de le façonner comme il l'a façonnée. De son côté, la Chine se prépare résolument à prendre le leadership mondial. Pour Yan Xuetong, cette prise de contrôle est possible dès que la puissance émergente se révèle « plus capable et efficace » que la puissance dominante. Premier pas vers « l'autorité internationale », la « crédibilité stratégique » s'acquiert par des « actions morales » en fonction de valeurs communes à l'humanité¹¹.

Dans cette perspective, il n'est pas inutile de repartir du débat entre Francis Fukuyama et Samuel Huntington. Le premier voyait dans la chute du mur de Berlin le triomphe définitif de la démocratie et de l'économie de marché, oubliant un peu vite la répression de Tian'anmen. Le second anticipait un « choc des civilisations », considérant que les frontières entre cultures, religions et races étaient redevenues les principales lignes de fracture. Trente ans plus tard, on peut légitimement se demander quel aura été l'événement le plus déterminant – Tian'anmen ou Berlin – pour le cours de la mondialisation. Le 11 septembre 2001 et ses suites renforcèrent la thèse d'Huntington, alors que l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la même année, allait dans le sens de Fukuyama. Une chose est sûre : la modernité occidentale n'a cessé, depuis trente ans, de provoquer de vives réactions identitaires. Une autre chose est certaine : de toutes les grandes puissances, la Chine est celle dont le corpus idéologique a le moins changé entre la période de la guerre froide et l'après guerre froide¹².

8. P. Mishra, *From the Ruins of Empire. The Revolt Against the West and the Remaking of Asia*, Londres, Penguin Books, 2013, p. 8.

9. K. Mahbubani, *L'Occident (s')est-il perdu ? Une provocation*, Paris, Fayard, 2019.

10. P. Khanna, *The Future Is Asian. Commerce, Conflict, and Culture in the 21st Century*, New York, Simon & Schuster, 2019, p. 11.

11. Yan Xuetong, *Leadership and the Rise of Great Powers*, Princeton, Princeton University Press, 2019, p. 2-24.

12. S. W. Khan, *Haunted by Chaos, China's Grand Strategy from Mao Zedong to Xi Jinping*, Cambridge, Harvard University Press, 2018, p. 4-5.

Vers une nouvelle hiérarchie de valeurs

Le COVID-19 se propage dans un milieu idéologique dont les opinions occidentales ont ignoré les transformations récentes en raison de l'universalisme qu'elles attachent à leurs valeurs. L'efficacité prêtée à Taïwan, la Corée ou Singapour est souvent attribuée aux « valeurs asiatiques » qui, pour simplifier, privilégient le groupe à l'individu. En 1994, Lee Kuan Yew (1923-2015), ancien Premier ministre de Singapour, s'était entretenu avec Fareed Zakaria sur ce thème¹³. Relire leur échange permet de voir à quel point les technologies de « traçage » utilisées pour endiguer la propagation du virus étaient en germe dans la prise en charge et le traitement des drogués. Pour Lee Kuan Yew, l'Occident a transformé l'idée d'inviolabilité des droits individuels en dogme, au détriment de la famille qui reste la base de l'organisation sociale. Et le gouvernement n'a pas vocation à se substituer à la famille.

Le modèle singapourien a directement inspiré Deng Xiaoping. Au-delà de l'efficacité économique, du culte de la méritocratie, et de l'éthique confucéenne, les autorités chinoises en ont surtout retenu la spectaculaire expansion économique, sans démocratisation à l'occidentale. Depuis lors, elles se sont employées à occuper le terrain intellectuel pour faire valoir leur propre modèle, dont l'efficacité contrasterait avec les États-Unis : « Qu'on aime ou non le système chinois, il offre des avantages par rapport à des démocraties ingouvernables. La Chine d'aujourd'hui, forte et prospère, est un produit de l'efficacité et de l'efficience [...]. Peut-être les États-Unis pourraient-ils apprendre une chose ou deux du modèle chinois », pouvait-on lire dans un éditorial du *Quotidien du peuple* de juillet 2017¹⁴.

Le COVID-19 donne lieu à une propagande caricaturale de la part des autorités chinoises. Elle exploite le rejet du message occidental à l'œuvre en Chine, en Russie et dans la plupart des pays musulmans depuis une génération. La culture occidentale et sa prétention universelle se heurtent à « une énième tentative de récusation »¹⁵. Chantal Delsol estime que le « choc des civilisations » se traduit avant tout par un « mouvement anti-occidental » de grande ampleur. Ce rejet s'accompagne d'un regain d'ambitions idéologiques du Parti communiste chinois, qui mobilise les moyens technologiques les plus sophistiqués au service d'un contrôle intégral des pensées. *Big data* et Intelligence artificielle doivent permettre d'optimiser le développement économique par le contrôle social, en associant exploitation des données et crédit social pour « créer ainsi l'État de

13. F. Zakaria, « Culture Is Destiny. A Conversation with Lee Kuan Yew », *Foreign Affairs*, mars/avril 1994.

14. Cité in C. Meyer, *L'Occident face à la renaissance de la Chine*, op. cit., p. 257.

15. C. Delsol, « Le crépuscule de l'universel », *Politique étrangère*, vol. 84, n° 1, 2019, p. 24-25.

surveillance le plus parfait que le monde ait jamais vu »¹⁶. Ce n'est pas ici le lieu de discuter la faisabilité du projet ; mais constatons le renversement de perspective opéré par le COVID-19 : c'est moins la question de l'inoculation des « valeurs universelles » en Orient que celle des « valeurs asiatiques » en Occident, par voie technologique, qui se pose désormais.

Le niveau de la politique internationale

Parmi les huit civilisations qu'il décrivait, Samuel Huntington estimait que les civilisations islamique et chinoise représenteraient les menaces majeures pour un Occident en déclin ; et il envisageait une « alliance islamo-confucéenne ». Qu'en est-il une génération plus tard ? La crise techno-sanitaire a des conséquences d'ores et déjà visibles en matière de politiques énergétique, climatique et numérique. Ce qui se joue à travers elle, ce sont les capacités d'adaptation des différentes régions du monde, et en particulier de l'Europe, aux formes chinoises et américaines d'« impérialisme d'interpénétration »¹⁷.

L'influence chinoise en terre d'islam

Le COVID-19 et un baril de pétrole sous les vingt dollars modifient l'équilibre des puissances au sein du monde arabo-musulman, mais aussi les influences extérieures sur une région clé pour le fonctionnement d'économies hautement carbonées. Les trois principaux pays producteurs de pétrole – États-Unis, Arabie Saoudite et Russie – se sont livrés à une guerre des prix pour renforcer leurs positions respectives de marché au détriment des autres. Avec le confinement, les trois principaux consommateurs de pétrole – Chine, Inde et Union européenne – ont stoppé, à des degrés divers, leurs appareils productifs provoquant un choc de demande. À la différence de la Chine, de l'Inde et de l'UE, les États-Unis disposaient avant la crise d'une plus grande flexibilité énergétique, qui a créé les conditions d'un retrait du Moyen-Orient, amorcé par Barack Obama et accéléré par Donald Trump. La Russie a su exploiter ce retrait pour y reprendre pied à la faveur de son intervention militaire en Syrie, mais ses intérêts y sont de nature différente de ceux de la Chine. Très énergivore, le modèle économique de cette dernière l'oblige – tout comme l'Inde – à construire des relations de long terme avec les pays producteurs. À l'horizon 2030, les deux pays seront les deux principaux importateurs de pétrole, ce qui explique leurs efforts respectifs et concurrents pour sécuriser leurs routes maritimes.

16. K. Strittmatter, *Dictature 2.0. Quand la Chine surveille son peuple (et demain le monde)*, Paris, Tallandier, 2020, p. 18.

17. P. Bellanger, « De la souveraineté numérique », *Le Débat*, n° 170, 2012, p. 152.

Au-delà de l'accélération des tendances de fond, la crise du COVID-19 pourrait provoquer à court terme des changements de posture de trois pays en particulier. Et n'oublions pas les mesures de contrôle très sévères prises par Pékin à l'encontre des populations musulmanes du Xinjiang au nom de la lutte contre le terrorisme. Le premier de ces pays est l'Iran, qui subit de plein fouet crise sanitaire et baisse du prix du pétrole. Avant la crise, les sanctions ne l'avaient nullement empêché de mener des opérations militaires ambitieuses et d'exercer une influence directe sur quatre capitales : Beyrouth, Damas, Bagdad et Sanaa. Pour se financer, l'Iran doit continuer à exporter vers la Chine qui, en retour, investit dans le pays. La crise sanitaire devrait donc rapprocher plus encore l'Iran de la Chine, *a fortiori* si les tensions américano-iraniennes, à la veille des élections américaines, devaient encore se durcir.

Deuxième pays : l'Arabie Saoudite qui, en dépit de la chute des prix du pétrole, dispose de vastes capacités d'endettement pour se refinancer et attirer des investissements. Attaquée par l'Iran, elle a appris à ses dépens les limites des soutiens militaires américain et européen. Le pas de côté vers la Russie aura été bref avec la rupture de l'alliance entre l'OPEP et Moscou, qui a conduit à une guerre des prix amplifiant les déséquilibres entre offre et demande. Après le Japon, la Chine est le deuxième client de l'Arabie Saoudite, ce qui devrait conduire Riyad à intensifier ses contacts avec Pékin. Cela aurait pour effet d'impliquer davantage encore la Chine au Moyen-Orient, à travers l'antagonisme irano-saoudien.

Avec son empreinte historique et son poids démographique, le troisième pays, l'Égypte, occupe une position clé dans la quête du leadership sunnite qui oppose l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis d'un côté, le Qatar et la Turquie de l'autre. Financée par l'Arabie Saoudite, l'Égypte traverse une nouvelle période de détresse économique et de répression politique, qui ne peut que l'encourager à rechercher des financements extérieurs. En s'en rapprochant, la Chine donnerait une cohérence à ses ambitions en mer Rouge, illustrées par son implantation permanente à Djibouti. L'Égypte est une clé de sa stratégie d'accès à la Méditerranée ce qui devrait aussi inviter à suivre attentivement l'évolution des liens de Pékin avec Tunis et Alger. Le COVID-19 accélère la pénétration chinoise en Méditerranée, délaissée depuis plusieurs années par les États-Unis. Défi majeur pour des Européens livrés à eux-mêmes.

L'exacerbation des tensions sino-américaines en Europe

La focalisation sur le triangle Chine/Europe/États-Unis s'explique par le fait qu'il représente plus de 50 % du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Ce n'est pas cette proportion que modifiera le COVID-19, mais les parts respectives de chaque acteur. Les États-Unis vont poursuivre leur politique de découplage en ciblant les secteurs stratégiques. Si des relocalisations peuvent être encouragées (comme le font les autorités japonaises), ce sont *in fine* les acteurs économiques qui les opèreront suivant leurs propres stratégies industrielles. Étroitement contrôlés, les acteurs économiques chinois seront, quant à eux, les relais directs des décisions prises par le Parti communiste. Contrairement à une idée reçue, la Chine ne rachète pas le monde, mais achète ce dont elle a besoin pour réduire sa dépendance à l'étranger¹⁸. Simultanément, elle entend acquérir une suprématie technologique pour pouvoir contester le leadership global américain.

La réaction américaine au COVID-19 a reflété le degré de désorganisation de l'administration fédérale après presque quatre ans de présidence Trump. Si le monde entier est suspendu aux résultats des élections de novembre 2020, il serait erroné de prévoir – quel qu'en soit le résultat – une renonciation des États-Unis à leur politique de puissance. Bien au contraire, ils redoutent une « blitzkrieg technologique » dont

Un « blitzkrieg technologique » dont la crise sanitaire serait la préparation

la crise sanitaire serait la préparation. Utilisée récemment par le Procureur général William Barr (qui a commencé son parcours à la CIA comme spécialiste de la Chine), cette expression traduit la manière dont les États-Unis voient le déploiement de la 5G comme l'enjeu d'une bataille technologique décisive. Son issue se jouera au cours du prochain mandat présidentiel¹⁹.

La maîtrise de la 5G sera décisive pour saisir des opportunités économiques évaluées à 23 trillions de dollars à horizon 2025. William Barr constate la position dominante de la Chine, *via* Huawei, qui contrôle 40 % du marché global, suivie de l'Europe qui en en contrôle 31 %, *via* Nokia (17 %) et Ericsson (14 %). Sans mentionner Samsung ou d'autres acteurs, il indique la nécessité pour les États-Unis d'envisager des formes de consortium avec Nokia et/ou Ericsson. Ce point méritera la plus grande attention des autorités européennes dans les prochains mois. La Chine fait du déploiement de la 5G le fer de lance de sa pénétration en Europe (et ailleurs). Les divisions entre États membres sur ce dossier illustrent la difficulté pour l'UE d'apporter une réponse qui soit stratégique avant

18. C. Meyer, *L'Occident face à la renaissance de la Chine*, op. cit., p. 146.

19. « Attorney General William Barr's Keynote Address: China Initiative Conference », Center for International and Strategic Studies, 6 février 2020.

d'être réglementaire. Si la Commission européenne ambitionnait véritablement d'être « géopolitique », elle ferait du développement de la 5G par des acteurs industriels européens une priorité absolue.

Les États-Unis conservent un avantage géoéconomique décisif face à la Chine et l'UE, dans la mesure où leurs entreprises dominent encore le secteur technologique. La situation de l'UE est particulièrement alarmante. En mars 2019, on comptait 27 entreprises américaines parmi les 40 principales au niveau mondial (en capitalisation financière) ; 8 chinoises ; 4 européennes (3 suisses et une britannique), et 1 coréenne. Sur les 27 entreprises américaines, on dénombrait 6 entreprises technologiques et, sur les 8 entreprises chinoises, 2 entreprises technologiques. La première entreprise européenne technologique apparaissait à la 58^e place²⁰. L'analyse mériterait d'être affinée, mais il est clair que les positions des entreprises technologiques ne peuvent que se renforcer avec la crise, et que l'UE ne dispose pas d'acteurs en nombre et en taille suffisants pour empêcher la rivalité sino-américaine de s'exercer à ses dépens.

Le niveau diplomatique

Cet arrière-plan géoéconomique n'apparaît guère dans les actuels échanges diplomatiques entre la Chine et l'UE, qui prévoient un sommet spécial à Leipzig au second semestre 2020, sous présidence allemande de l'UE. Du fait de leur modèle exportateur, les deux pays ont bénéficié à plein de la mondialisation ces deux dernières décennies qui a accentué le leadership économique de l'Allemagne, laquelle représente presque un tiers du PIB de la zone euro. Il est probable que les positions de l'Allemagne sortiront renforcées de la crise sanitaire au détriment de celles de la France, de l'Italie et de l'Espagne.

Vers une adaptation de la diplomatie chinoise

Au cours de la crise, la Chine s'est livrée à une propagande caricaturale sur l'efficacité de son modèle dans la plupart des capitales européennes, illustrant ses motivations idéologiques masquées de pragmatisme. Parfaitement consciente des dégâts causés, la diplomatie chinoise s'emploie à corriger son image, soulignant toute l'importance accordée aux pays européens et estimant, sans ciller, que 2020 devrait être « une grande année pour les relations Chine-UE », marquée par la fréquence et le haut niveau des échanges²¹. L'argumentaire chinois a le mérite de la clarté : la dégradation des relations sino-américaines et des relations transatlantiques crée

20. PWC, « Global Top 100 Companies by Market Capitalisation », juillet 2019, disponible sur : www.pwc.com.

21. Entretien avec des officiels chinois, 23 avril 2020.

une opportunité unique pour l'UE « de faire équipe avec la Chine ». L'UE doit se garder de toute mesure protectionniste qui la rendrait autocentrée et défiante à l'égard de la Chine. C'est « le moment de vérité » pour la Chine et l'Europe. Cette approche frontale conduit à se pencher sur l'état des relations transatlantiques, profondément affectées par le COVID-19.

Les Européens ont été doublement déstabilisés : par l'absence de toute concertation avec Washington ; par la volonté américaine affichée de n'exercer aucun leadership. Les diplomates européens semblent désarçonnés face à des États-Unis « à ce point en dessous de tout », comme si les principes élémentaires de leur grammaire étaient complètement à revoir²². Cohérent depuis le départ, Donald Trump exerce une pression commerciale sur l'UE et une pression militaire sur l'OTAN, qui enchâssent les divisions européennes dans celles construites par la Chine à travers le « 16 +1 » ou des accords bilatéraux comme celui signé avec l'Italie en mars 2019. Autrement dit, l'Europe est en train de devenir un des principaux théâtres d'opérations de la lutte d'influence entre États-Unis et Chine. Washington devrait donc porter ses efforts sur le « 16+1 » pour contrecarrer l'influence chinoise, tout en limitant les velléités d'autonomie stratégique européenne²³.

Vers une multipolarité sans multilatéralisme

La Chine exploite cette situation en se présentant sous les traits d'un partenaire attaché à la coopération internationale et au multilatéralisme. Conscients des dangers, ses représentants n'hésitent plus à imaginer une sorte de seconde guerre froide globale, qui « serait un désastre non seulement pour la Chine et les États-Unis mais aussi pour l'UE »²⁴. En réalité, les Européens sont confrontés à une remise en cause simultanée du multilatéralisme, par la Chine et les États-Unis leur principal allié. Ils subissent les conséquences de quatre ans de déconstruction méthodique par l'administration américaine, et de plus d'une décennie de prise en main, non moins méthodique, de l'appareil onusien par la diplomatie chinoise. Du fait de leur manque de crédibilité stratégique, les pays européens doivent désormais composer avec la Chine en matière climatique et avec les États-Unis en matière technologique.

Cette focalisation sur le triangle Chine/Europe/États-Unis détourne momentanément de deux acteurs-clé sur la scène internationale, qui

22. Entretien avec un diplomate d'un pays européen, 21 avril 2020.

23. Voir, par exemple, A. Wess Mitchell, « Central Europe's China Reckoning », *The American Interest*, 23 avril 2020, disponible sur : www.the-american-interest.com. L'auteur fut Assistant Secretary of European and Eurasian Affairs de 2017 à 2019.

24. Entretien avec des officiels chinois, 23 avril 2020.

entretiennent d'ailleurs entre eux des relations étroites – la Russie et l'Inde –, ainsi que des pays africains et d'Amérique latine. En réalité, l'Inde représente le principal défi de la politique étrangère d'une Chine qui alloue peut-être trop de ressources stratégiques à sa rivalité avec les États-Unis²⁵. Compte tenu de leur poids géopolitique et géoéconomique, ces derniers peuvent sans doute davantage privilégier l'unilatéralisme que la Chine. L'Europe, quant à elle, s'efforce de redéfinir simultanément ses relations avec la Russie, la Turquie, l'Iran, les pays arabo-musulmans et africains, tout en maintenant sa cohésion. En est-elle capable avec ses asymétries économiques internes, accentuées par le COVID-19 ?

Les institutions ont pour vocation de résister au temps. Mais le système onusien se trouve mis sous haute tension par le désengagement américain, l'offensive chinoise et l'attentisme européen. À moins d'un changement d'attitude post-électoral, les Américains ne souhaitent plus en être le garant ultime – c'est là une des premières conséquences de cette crise. Ils considèrent que son entretien leur coûte plus qu'il ne leur rapporte. La Chine y voit, au contraire, un outil pour isoler Taïwan et exercer une influence globale. Les Européens n'ont cessé de défendre le multilatéralisme à leur manière : beaucoup de discours, peu d'investissements.

La crise actuelle soulève un problème de confiance vis-à-vis du système onusien, en particulier à l'égard de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Pour fonctionner, le multilatéralisme doit muter. Pour survivre, il ne doit plus être seulement un système diplomatique et institutionnel, mais de plus en plus un processus continu d'association de coalitions d'acteurs, de multinationales, d'églises, d'organisations non gouvernementales (ONG), de réseaux d'experts. Cette évolution posera de nouveaux problèmes, de financement ou de pilotage, mais lui permettra d'être plus inclusif et de mieux agir sur les biens communs.

Le système onusien se trouve mis sous haute tension

Vers un capitalisme de surveillance

La crise techno-sanitaire oblige les États à repenser les termes de leurs diplomaties économiques, en particulier vis-à-vis des acteurs du secteur numérique. Le débat sur les applications de « traçage » a mis l'accent sur les utilisations possibles des données personnelles, et les mécanismes de contrainte qu'autorise leur exploitation. En ce sens, la crise du COVID-19

25. O. Arne Westad, *Restless Empire, China and the World since 1750*, New York, Basic Books, 2012, p. 461.

accélère l'avènement d'un capitalisme de surveillance fondé sur l'extraction continue de données personnelles et collectives. Les plates-formes assument des fonctions régaliennes quand les États se transforment en réseaux. D'où une interpénétration des moyens dans une architecture de systèmes décentralisés, certains privés, certains publics, à finalité interne ou externe, collectant en permanence des données de toute nature. Dans ce cadre, les États ne sont nullement passifs, dans la mesure où ils les utilisent pour rationaliser leurs services et les adapter aux besoins sociaux. Avec un volet invouable : l'espionnage dans toutes ses composantes. En redistribuant la puissance, cet enclassement fait voler en éclat la démarcation public-privé, les États recourant de plus en plus systématiquement à des solutions privées quand les plates-formes bénéficient des bases de données publiques.

Avec deux conséquences immédiates. La première concerne le développement des GovTech, c'est-à-dire l'achat et l'utilisation de solutions technologiques, dites innovantes, par des acteurs publics. Dans le discours, il s'agit de fournir des services plus personnalisés et inclusifs. Dans la pratique, ils peuvent entraîner une rapide concentration de pouvoir aux mains d'une poignée d'acteurs publics-privés. La seconde conséquence touche au rapport entre États et plates-formes numériques ; ces dernières façonnent désormais l'ensemble des activités économiques, politiques et sociales. Au-delà des déclarations de principes et du jeu des juridictions, rares sont les États capables, seuls, de modifier leurs comportements. Or ces plates-formes s'inscrivent aussi dans des logiques souveraines. Si elles disposent d'une large autonomie par rapport au pouvoir fédéral des États-Unis, elles s'insèrent aussi dans un complexe militaro-numérique patiemment construit. En Chine, elles sont directement dans la main du pouvoir politique. De ce point de vue, l'Europe est désarmée, incapable de s'immiscer dans la compétition. Si elle ne répond pas à la crise en investissant massivement, elle se trouvera encore plus déclassée, *a fortiori* avec le déploiement de la 5G.

La fiscalité fait figure d'outil ultime pour les États désireux de modifier les équilibres avec les plates-formes, et plus largement avec les multinationales, pour trouver de nouvelles ressources financières et réduire les inégalités sociales²⁶. La crise techno-sanitaire fait rejouer la ligne de faille sur laquelle s'est construite la mondialisation : entre des États-nations qui veulent maximiser le bien-être de leurs ressortissants dans le cadre de

26. E. Saez et G. Zucman, *Le Triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Paris, Seuil, 2020.

leurs juridictions, et des multinationales qui cherchent à maximiser celui de leurs actionnariats. Pour ce faire, ces dernières mènent des opérations à l'échelle globale, en s'exonérant de toute responsabilité directe sur leurs conséquences, et en cherchant à s'affranchir, autant que possible, des juridictions nationales²⁷. L'optimisation consiste pour elles à exploiter au mieux les différences salariales, sociales ou réglementaires entre leurs différentes implantations. Le développement du télétravail, accéléré par le confinement, aura inmanquablement des conséquences sur le salariat, et la transformation du secteur des services dans les économies avancées. Robotisation et « télémigrants » ouvrent une nouvelle phase de la globalisation, qui se traduira par une compétition exacerbée à distance²⁸.

* * *

Beaucoup de comparaisons ont été faites entre la pandémie actuelle et la peste noire du XIV^e siècle qui, partie d'Asie centrale en 1338, toucha Paris en 1348. Sa propagation se fit par les Routes de la soie, qui avaient établi un *continuum* entre Chine et Europe orientale, et par les réseaux du commerce italien, qui connectaient les ports de la mer Noire et du Levant à l'ensemble du bassin méditerranéen. Cette géographie affleure à nouveau. En quelques années, la peste réduisit tout un monde à l'état d' « un tapis qu'on aurait roulé avec tout ce qui se trouvait dessus » selon la formule d'Ibn Khaldoun²⁹. Elle marqua la fin de l'innocence médiévale en interrompant brutalement l'apogée démographique européenne. Il faudra plusieurs générations à l'Europe pour se relever avant d'ouvrir le cycle des grandes découvertes.

Sans avoir d'aussi lourdes conséquences démographiques, le COVID-19 marque la fin de l'innocence technologique. La globalisation s'est caractérisée par une accentuation des interdépendances transfrontalières, rendue possible par la diffusion très rapide des technologies de l'information et de la communication, qui innervent désormais les activités humaines. L'espérance de John Barlow (dans sa *Déclaration d'indépendance du cyberspace*) d'assister à l'apparition d'une « civilisation de l'esprit dans le cyberspace », plus humaine et plus juste que celle issue des gouvernements, s'est pour l'heure éteinte. Vecteurs d'efficacité, de contrôle et d'individualisation extrêmes, ces technologies entraînent un glissement vers un capitalisme de surveillance

27. R. Vernon, *In the Hurricane's Eye. The Troubled Prospects of Multinational Enterprises*, Cambridge, Harvard University Press, 1998, p. 28.

28. R. Baldwin, *The Robotics Upheaval. Globalization, Robotics, and the Future of Work*, Oxford, Oxford University Press, 2019.

29. J. Loiseau, « La peste atteint la France » in P. Boucheron (dir.), *Histoire mondiale de la France*, Paris, Seuil, 2018, p. 281.

dans le cadre d'une confrontation sino-américaine désormais multiforme. À ce titre, le COVID-19 interroge la capacité de gouverner des entités souveraines, en les confrontant au vieux dilemme efficacité/dignité.

Dans *Tout Empire périra*, Jean-Baptiste Duroselle rappelait qu'« au moment du danger collectif, l'efficacité apparaît comme plus prestigieuse que le système de la dignité », avant d'ajouter que cette dernière restait la plus forte aspiration de l'homme, qui « ne se veut pas membre d'un troupeau, mais personnalité reconnue et responsable »³⁰. Comment exprimer cette aspiration dans un monde mis en données ? Les contraintes sanitaires aujourd'hui, environnementales demain, obligent à repenser notre condition technologique dans l'urgence.



Mots clés

COVID-19

Rivalité sino-américaine

Compétition stratégique

Technologies de l'information et de la communication

30. J.-B. Duroselle, *Tout Empire périra*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 286-288.